



Distribution: générale

Date: 22 août 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-A/6/DRAFT

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Projet de plan stratégique de pays — Sri Lanka (2018–2022)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2022
Coût total pour le PAM	46 830 793 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

Sri Lanka est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui a axé son programme de développement sur l'accélération de la croissance économique, la mise en place d'une bonne gouvernance et la préservation de la paix. Les nets progrès accomplis dans plusieurs domaines lui ont valu d'être classé parmi les pays à développement humain élevé, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition, parvenir à l'égalité des sexes et mettre fin aux disparités géographiques et socioéconomiques.

Le PAM à Sri Lanka entend s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et soutenir le redressement et la résilience à plus long terme tout en maintenant des capacités d'intervention en situation d'urgence. Le présent plan stratégique de pays du PAM d'une durée de cinq ans, le premier du genre à Sri Lanka, fait fond sur l'action menée par le PAM dans le pays depuis 50 ans en vue d'appuyer l'aide au développement et de faciliter la réorientation des activités vers un plus grand renforcement des capacités au moyen d'activités d'assistance technique et d'appui aux politiques, de façon à garantir l'accès à la nourriture, à mettre un terme à la malnutrition et à augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants, conformément aux résultats stratégiques 1, 2 et 3 du PAM.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

Mme B. Barton
Directrice de pays
courriel: brenda.barton@wfp.org

Le plan stratégique de pays vise à réaliser les quatre effets directs stratégiques suivants:

- les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année;
- les enfants d'âge scolaire dans les zones en situation d'insécurité alimentaire ont accès à la nourriture toute l'année;
- d'ici à 2025, les enfants de moins de cinq ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer ont une meilleure nutrition¹; et
- les communautés vulnérables et les petits exploitants disposent de moyens d'existence plus solides pour résister aux chocs et autres perturbations toute l'année.

Le plan stratégique de pays soutient la vision définie par Sri Lanka en matière de développement national. Il a été élaboré en consultation avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes et s'appuie sur des analyses du contexte, de la problématique hommes-femmes et des lacunes ainsi que sur les recommandations issues de l'examen stratégique national de 2017 de la sécurité alimentaire et nutritionnelle destiné à appuyer l'élimination de la faim. Il contribuera à la mise en œuvre des priorités du Gouvernement telles qu'elles sont exposées dans le programme d'investissement public (2017-2020), dans les stratégies et plans d'action sectoriels et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (2018-2022) afin de réaliser l'objectif de développement durable 2.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour Sri Lanka (2018-2022) (WFP/EB.2/2017/7-A/6/DRAFT), pour un coût total pour le PAM de 46 830 793 dollars É.-U.

¹ Cet effet direct devrait être conforme à la cible 2 de l'ODD 2: "D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de cinq ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées."

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Sri Lanka a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en janvier 2010², après la fin en 2009 d'un conflit armé qui a duré près de trente ans. Avec une population de 21 millions d'habitants³, elle se classe au 73^{ème} rang sur 188 pays d'après l'indice de développement humain⁴, mais seulement au 87^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité de genre⁵.
2. Sri Lanka se lance dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) après avoir enregistré des progrès considérables sur la voie de l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment sur les questions suivantes: éducation primaire pour tous, élimination des inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation, réduction de la mortalité maternelle et infantile, lutte contre des maladies telles que le paludisme, et réduction de moitié du taux de pauvreté et de la proportion de la population sans un accès durable à l'eau potable et à des services d'assainissement de base. Malgré ces avancées, il reste des progrès à faire pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition, parvenir à l'égalité des sexes et mettre fin aux disparités géographiques et socioéconomiques⁶.
3. De par sa situation de pays insulaire, Sri Lanka est fortement exposée au changement climatique, et se classe au 54^{ème} rang d'après l'indice de risque climatique, qui recense les événements préjudiciables liés aux conditions météorologiques⁷. Les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles récurrentes, comme les épisodes de sécheresse, les inondations et les glissements de terrain, freinent les progrès socioéconomiques. Les conséquences à long terme du changement climatique ont une incidence sur la santé publique, la nutrition, l'agriculture et le développement des infrastructures, notamment des installations hydroélectriques⁸, et influent différemment sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons.
4. Depuis la fin du conflit, le Gouvernement s'est engagé à consolider la paix en favorisant la réconciliation, la reddition de comptes, la justice en période de transition et le développement⁹. Le Gouvernement de coalition au pouvoir depuis 2015 a mis en place une plateforme de gouvernance transparente fondée sur les droits¹⁰. Des élections devraient se tenir en 2020.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

5. *Accès à la nourriture.* La multiplication par trois du revenu par habitant et la réduction généralisée de la pauvreté ces dix dernières années ont amélioré l'accès économique à la nourriture, bien que de manière inégale pour les femmes et pour les hommes, et l'extension du réseau routier a facilité l'accès physique des producteurs aux marchés à l'échelle nationale¹¹. Cependant, du fait des disparités régionales et financières et des inégalités entre les sexes, ces tendances générales au niveau national ne se sont pas traduites par une amélioration égale de l'accès physique et économique à la nourriture pour l'ensemble des individus et des ménages.

² Ambassade de Sri Lanka. 2010. *IMF Upgrades Sri Lanka's Status to Middle Income Emerging Market*. Washington.

³ Banque centrale de Sri Lanka. 2016. Rapport annuel 2016. Sri Lanka.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2016. Rapport sur le développement humain 2016. New York.

⁵ PNUD, 2016. Rapport sur le développement humain 2016 – Le développement humain pour tous. Canada, Lowe-Martin Group.

⁶ Organisation des Nations Unies. 2015. *Millennium Development Goals Country Report 2014. Sri Lanka*.

⁷ Kreft, S. et al. 2016. *Global Climate Risk Index 2017*. Bonn, Germanwatch e.V.

⁸ Politique nationale de Sri Lanka en matière de changement climatique. Colombo.

⁹ Organisation des Nations Unies et Gouvernement sri-lankais. 2016. *Sri Lanka Peacebuilding Priority Plan*. Colombo.

¹⁰ Équipe de pays des Nations Unies. 2016. *Common Country Analysis Sri Lanka 2016*. Colombo (ci-après "analyse commune du pays").

¹¹ Examen indépendant. 2017. Examen stratégique national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle destiné à appuyer l'élimination de la faim. Colombo (ci-après "examen stratégique").

6. *Fin de la malnutrition.* Chez les enfants de 6 à 59 mois, le retard de croissance a diminué sur la période 1995/1996-2012, passant de 21,2 pour cent à 13,1 pour cent, tout comme l'insuffisance pondérale, passée de 27,3 pour cent à 23,5 pour cent. L'anémie chez les enfants a reculé, passant de 25,2 pour cent en 2009/10 à 15,1 pour cent en 2012¹². L'amélioration de la nutrition à l'échelle nationale peut être attribuée à l'augmentation des disponibilités alimentaires, à l'amélioration de l'accès à la nourriture et de l'utilisation de celle-ci et aux progrès accomplis dans le cadre des services de santé et des programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène¹³, même s'il persiste de fortes disparités régionales et de grandes inégalités entre les sexes.
7. *Productivité et revenus des petits exploitants.* Sri Lanka est presque autosuffisante pour ce qui est du riz, l'aliment de base, et des produits à base de protéines animales comme le poisson et les volailles, dont elle produit plus de 97 pour cent des quantités dont elle a besoin. Plus de 70 pour cent des autres grands suppléments nutritionnels disponibles, notamment les légumes, les feuilles vertes, les légumes secs, les plantes racines et les fruits, sont produits localement. En moyenne, Sri Lanka subvient à 80 pour cent de ses besoins alimentaires annuels grâce à la production locale, et couvre les 20 pour cent restants au moyen d'importations de produits comme le poisson en conserve/séché, le lait en poudre et les animaux d'élevage. En outre, des programmes nationaux d'assurance contre les catastrophes naturelles ont été mis en place dans le cadre de mesures de gestion des risques pour soutenir la production vivrière intérieure et protéger la productivité et les revenus des petits exploitants^{14,15}.
8. *Systèmes alimentaires durables.* Le Gouvernement a estimé que la sécurité alimentaire et la santé étaient des secteurs pour lesquels l'adaptation au changement climatique revêtait une importance cruciale. Dans un souci de pérennisation des résultats et pour réduire le plus possible les effets de ce changement sur la production vivrière et la sécurité alimentaire, il a mis l'accent sur les programmes nationaux axés sur la production végétale, la gestion de l'information relative au climat, l'amélioration des systèmes de culture et la culture de potagers familiaux¹⁶. Une analyse plus approfondie est nécessaire pour que ces programmes contribuent suffisamment à la transformation des relations entre les sexes et encouragent de ce fait de manière appropriée le partage des pouvoirs, le contrôle des ressources, une prise de décisions équitable, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Environnement macroéconomique

9. Malgré un ralentissement du rythme de la réforme économique, le produit intérieur brut (PIB) du pays en termes réels a progressé de 43 pour cent dans les cinq années qui ont suivi la fin du conflit, de 2009 à 2014. L'expansion économique a toutefois nettement marqué le pas depuis le décollage économique de l'après-conflit, et le pays a enregistré une diminution de la croissance de son PIB, qui s'est établie à 4,8 pour cent en 2015 et à 4,4 pour cent en 2016.
10. Le coefficient de Gini fondé sur le revenu moyen des ménages est de 0,51 dans les zones urbaines, soit un niveau relativement supérieur à celui des zones rurales (0,45), à celui du secteur des plantations (0,39) et au coefficient moyen à l'échelle nationale (0,48). Au niveau national, plus de la moitié du revenu total des ménages est partagée entre 20 pour cent seulement des ménages, une répartition inchangée depuis 1990/91^{17,18}.

¹² Il n'existe pas de différence nette dans les niveaux de retard de croissance et d'émaciation entre les garçons et les filles à Sri Lanka.

¹³ Examen stratégique.

¹⁴ Examen stratégique.

¹⁵ Il est nécessaire d'approfondir l'analyse pour déterminer si ces programmes prennent en compte la problématique hommes-femmes ou s'ils doivent être renforcés pour être accessibles de manière équitable aux petits exploitants aussi bien hommes que femmes et répondre aux besoins spécifiques des uns et des autres.

¹⁶ Équipe spéciale présidentielle chargée de la production vivrière nationale. 2015. *Food Production National Programme 2016-2018*. Colombo.

¹⁷ Examen stratégique.

¹⁸ On ne dispose pas de données ventilées en fonction du type des ménages.

11. La pauvreté modérée demeure un défi. Près d'une personne sur quatre vit avec 2,50 dollars par jour, un niveau tout juste supérieur au seuil de pauvreté, et est particulièrement vulnérable face aux effets du changement climatique ou aux chocs économiques. Des îlots de pauvreté plus profonde persistent dans les zones du nord et de l'est précédemment touchées par le conflit, dans les zones du centre et dans des régions isolées comme le district de Moneragala, en particulier dans le secteur des plantations, où la forte proportion de personnes ayant un travail mais continuant de vivre dans la pauvreté, les inégalités entre les sexes, et l'accès rare et inégal aux services et au marché du travail indiquent qu'il est nécessaire d'avoir un engagement économique soutenu et équitable et de développer les marchés¹⁹.
12. Les progrès socioéconomiques n'ont pas profité à tous de la même manière, l'urbanisation et la transition démographique ayant creusé les écarts, comme dans le cas de l'insécurité nutritionnelle et alimentaire et des inégalités entre les sexes. Les priorités du Gouvernement se concentrent sur la diminution des inégalités de revenus, l'aide aux plus défavorisés, la création d'emplois productifs et décent et la réduction de l'émaciation et du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans²⁰.

Principaux liens intersectoriels

13. Le projet de loi de Sri Lanka relatif au développement durable, qui doit être examiné par le Parlement en 2017, devrait déboucher sur une politique et une stratégie nationales en la matière visant à promouvoir l'intégration des questions environnementales, économiques et sociales. L'objectif est de réaliser le Programme 2030 ainsi que de donner corps aux engagements pris à l'échelle nationale, régionale et internationale en collaboration avec des organismes multisectoriels et d'autres parties prenantes, y compris des acteurs de la société civile et du secteur privé²¹. Les cibles nationales associées aux ODD, qui indiqueront notamment les liens intersectoriels, sont en cours de définition.
14. Les effets directs stratégiques contribueront de différentes façons à la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 13 et 17 et participeront tous d'égale manière à la réalisation de l'ODD 2.

1.3 Lacunes et problèmes

15. La gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes fragiles devient de plus en plus difficile à mesure que la croissance démographique et l'augmentation des richesses modifient les habitudes de consommation de nourriture, d'eau et d'énergie²². En outre, le conflit croissant entre l'homme et l'animal influe sur la production agricole et la diversité biologique. L'examen stratégique national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle destiné à appuyer l'élimination de la faim (l'examen stratégique) a mis en évidence les lacunes et les problèmes détaillés ci-après.
16. *Insécurité alimentaire*: garantir la sécurité alimentaire demeure un défi en raison de divers facteurs – accès économique et physique à la nourriture, îlots de pauvreté chronique, changement climatique, résilience inadéquate, dégradation des terres, vieillissement de la population, transformation de la structure de la population active, stagnation des rendements et persistance des inégalités entre les sexes, les femmes étant particulièrement exposées aux risques²³. Les rendements des cultures vivrières, notamment du riz, ont stagné, principalement par manque d'investissements dans la recherche et le développement, ce qui a limité les possibilités d'augmentation de l'offre alimentaire intérieure. La difficulté est non seulement d'assurer la sécurité alimentaire et la nutrition de 5,2 millions de personnes sous-alimentées, mais aussi de nourrir les 2,4 millions de personnes supplémentaires attendues d'ici à 2050.

¹⁹ Organisation des Nations Unies. 2017. Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable 2018-2022. Colombo, Système des Nations Unies à Sri Lanka (*ci-après "PNUDD"*).

²⁰ PNUDD.

²¹ Examen stratégique.

²² PNUDD.

²³ Examen stratégique.

17. *Malnutrition*: près de 4,6 millions de personnes sont sous-alimentées. Le Rapport sur la nutrition mondiale 2016 classait la prévalence de l'émaciation à Sri Lanka au troisième rang sur 130 pays²⁴ et indiquait que le pays était le seul où le taux d'émaciation était supérieur au taux de retard de croissance²⁵. On dispose de peu d'informations permettant d'expliquer ces mauvais résultats, et il est donc nécessaire de mener des études supplémentaires. Il existe de fortes disparités régionales sur le plan de la malnutrition entre les districts anciennement touchés par le conflit, le secteur des plantations et certaines zones agricoles.
18. Le taux d'insuffisance pondérale à la naissance (< 2 500 grammes), qui était de 18 pour cent en 2012, est resté constant pendant près de 20 ans, signe qu'il existe un cercle vicieux de la malnutrition et qu'il est nécessaire d'améliorer la nutrition maternelle^{26,27}. Les carences en micronutriments demeurent très répandues, et les mauvaises pratiques de nutrition perdurent à tous les stades de la vie. La prévalence de l'anémie chez les enfants de 6 à 59 mois et les femmes en âge de procréer s'élevait à 15,1 pour cent et à 26 pour cent respectivement, attribuable pour moitié aux carences en fer. Trente pour cent des enfants d'âge scolaire (34 pour cent des garçons et 25 pour cent des filles) ont un poids insuffisant et 11 pour cent (13 pour cent des filles et 10 pour cent des garçons) sont anémiés²⁸.
19. *Accès économique à la nourriture – inégalité des revenus*: les disparités de revenus sont manifestes entre les secteurs de l'emploi formel et informel (plus de 60 pour cent des emplois sont informels), entre les différentes couches socioéconomiques et entre zones géographiques, en particulier entre la province de l'Ouest et d'autres provinces, surtout celles anciennement touchées par le conflit. En outre, environ un tiers de la population des provinces du Nord et d'Uva (y compris dans le secteur des plantations) et la moitié de la population de la province de l'Est n'ont pas les moyens financiers d'avoir un régime alimentaire nutritif. D'après des données de 2013, le rapport entre les revenus des hommes et des femmes était de 5:4 en milieu urbain et de 5:3 en milieu rural; le revenu médian s'élevait à 7 930 roupies chez les hommes et à 5 000 roupies chez les femmes²⁹ et le revenu par personne (en parité du pouvoir d'achat) se montait à 13 616 dollars pour les hommes contre 5 078 dollars seulement pour les femmes.
20. *Accès économique à la nourriture – hausse des prix*: la hausse des prix des produits alimentaires, due en partie à l'augmentation des coûts de production, touche de manière disproportionnée les femmes et les personnes pauvres. Elle peut pousser les ménages démunis, en particulier ceux dirigés par une femme, à recourir à des mécanismes de survie préjudiciables comme la diminution de la consommation alimentaire, la priorité accordée à l'alimentation des enfants (en moyenne, un ménage sur dix)³⁰ et l'adoption d'un régime alimentaire moins nutritif, ce qui a des effets néfastes sur la santé et la nutrition.
21. *Accès physique à la nourriture – routes et infrastructure de commercialisation*: l'insuffisance des infrastructures rurales est une contrainte majeure pour les agriculteurs (femmes et hommes) souhaitant commercialiser leurs produits, et contribue à la faible productivité, aux bas revenus agricoles, à la pauvreté rurale, au nombre limité de centres de vulgarisation et à l'insécurité alimentaire. De plus, les installations de stockage et les capacités de transformation des aliments (meunerie, réfrigération et mise en conserve notamment) ne se sont guère améliorées, ce qui entrave l'accès aux aliments nutritifs.

²⁴ 19,6 pour cent, soit un taux supérieur au niveau d'urgence international.

²⁵ Il n'y a pas de différence marquée entre le niveau de retard de croissance et d'émaciation des garçons et des filles à Sri Lanka (20,1 pour cent des garçons et 19,0 pour cent des filles sont émaciés; 13,4 pour cent des garçons et 12,7 pour cent des filles souffrent d'un retard de croissance).

²⁶ L'indice de masse corporelle avant la grossesse est faible (22 pour cent), ce qui montre qu'il est nécessaire de faire de la prévention en vue d'améliorer la nutrition maternelle; 18 pour cent des femmes enceintes ont une faible circonférence brachiale (< 18 centimètres) et 31,8 pour cent sont anémiées.

²⁷ Medical Research Institute (MRI). 2015. *National Nutrition and Micronutrient Survey of Pregnant Women in Sri Lanka - 2015 (ci-après "enquête nationale du MRI sur la nutrition de 2015")*.

²⁸ MRI. 2016. *Baseline School Survey and National Iodine Survey 2016*. Colombo, atelier de diffusion de données.

²⁹ Marga Institute. 2012. *Feminization of Poverty in Sri Lanka*. Colombo.

³⁰ PAM. 2012. *Food Security in the Northern and Eastern Provinces of Sri Lanka – A Comprehensive Food Security Assessment Report, Sri Lanka 2012*. Colombo.

22. *Inégalités hommes-femmes et iniquité de traitement des deux sexes*: les inégalités hommes-femmes et l'iniquité de traitement des deux sexes demeurent des problèmes indissociables qui perpétuent la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Les femmes sont plus vulnérables que les hommes, car elles gagnent moins et travaillent plus, en particulier dans le secteur des plantations³¹, courent plus le risque d'effectuer des tâches non rémunérées (22 pour cent des femmes qui travaillent) et ont une espérance de vie plus longue (77,4 ans contre 71,2 ans). Par ailleurs, les prestations sociales dans les emplois informels, y compris dans le secteur des plantations et le secteur agricole, sont rares, voire inexistantes. Trente-trois pour cent des femmes travaillent dans le secteur agricole contre 27 pour cent des hommes; elles sont donc plus vulnérables face aux perturbations climatiques³². Environ 30 pour cent des femmes enceintes sont, avec le reste de leur ménage, en situation d'insécurité alimentaire³³, et dans les provinces du Nord et d'Uva, 55 pour cent des ménages dirigés par une femme souffrent d'insécurité alimentaire, contre 39 pour cent de ceux dirigés par un homme.
23. Sri Lanka a rétrogradé dans le classement relatif à l'égalité des sexes, passant du 84^{ème} rang au 100^{ème} rang sur 144 pays entre 2015 et 2016³⁴, ce qui indique qu'en dépit du haut niveau d'instruction des femmes, leur faible participation à la vie économique et politique (seuls 6,8 pour cent des parlementaires étaient des femmes en 2014) a contribué à creuser l'écart entre les sexes. Bien que les femmes représentent une part croissante de la population active (33 pour cent), elles sont toujours censées assumer la responsabilité du ménage, souvent perçue tant par les hommes que par les femmes elles-mêmes comme un rôle "exclusivement féminin"³⁵. En outre, les femmes occupant des emplois domestiques peu qualifiés représentent 34 pour cent des travailleurs migrants. Comme elles partent souvent sans leurs enfants, ces derniers ont plus de risques d'être victimes d'atteintes sexuelles ou d'autres mauvaises pratiques de soins, qui peuvent être des facteurs de dénutrition³⁶. De plus, il a été observé que 83 pour cent des femmes du secteur des plantations étaient victimes de violences sexistes³⁷.
24. *Changement climatique*: la hausse des températures, la répartition irrégulière des pluies et l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes entraînent des pertes de récoltes et compromettent la sécurité alimentaire. L'irrégularité des précipitations et la multiplication des catastrophes naturelles mettent à mal la résilience des communautés touchées et constituent une menace pour la production agricole, rendant d'autant plus nécessaires les investissements consacrés aux mécanismes nationaux de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence. La sécheresse de 2016/17, la pire depuis 40 ans, a réduit la production nationale de 53 pour cent et placé 900 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire, avant que ne surviennent les inondations et les glissements de terrain de mai 2017, les plus graves depuis 2003.
25. *Besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays*: depuis le conflit qui a pris fin en 2009, le Gouvernement poursuit le processus de réinstallation et de réconciliation pour les 13 800 familles de personnes déplacées et de réfugiés rapatriés en provenance de l'Inde, dans le cadre de programmes de consolidation de la paix axés notamment sur une diversification des moyens d'existence³⁸ prenant en compte la sécurité alimentaire et la nutrition.
26. *Lacunes dans les politiques et les programmes*: malgré la multitude de politiques et de programmes mis en œuvre par les différents ministères, la stratégie nationale visant à instaurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition est compromise par la fragmentation des

³¹ Banque asiatique de développement. 2015. *Country Gender Assessment Sri Lanka, An Update*. Philippines.

³² Département du recensement et de la statistique de Sri Lanka. 2015. *Sri Lanka Labour Force Survey*. Colombo.

³³ *Enquête nationale du MRI sur la nutrition de 2015*.

³⁴ Forum économique mondial 2016. *The Global Gender Gap Report 2016*. Genève.

³⁵ PNUDD.

³⁶ Examen stratégique.

³⁷ Analyse commune du pays.

³⁸ Mokoro, 2017. *Country Portfolio Evaluation – Sri Lanka: An Evaluation of WFP's Portfolio (2011–2015) Evaluation Report*, rapport publié sous la cote OEV/2016/009 (ci-après "évaluation du portefeuille de pays").

interventions, lesquelles se caractérisent par un manque de coordination entre les institutions et l'absence d'un plan cohérent et détaillé de développement³⁹.

1.4 Grandes priorités du pays

Priorités du Gouvernement

27. Le programme d'investissement public du Gouvernement pour 2017-2020 fixe la répartition des ressources du budget d'investissement. Il se fait l'écho de la vision d'un développement socioéconomique inclusif et d'une stratégie consistant à accroître l'emploi, à augmenter les revenus, à développer l'économie rurale, à donner plus d'ampleur à la propriété foncière et à élargir la classe moyenne en réformant les politiques, en renforçant les institutions et en menant d'autres initiatives conformément aux ODD, et notamment à l'ODD 2⁴⁰.
28. L'instauration de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition sont des priorités pour le Gouvernement, comme en témoignent les secrétariats spécialisés établis au sein du cabinet présidentiel et le grand nombre de cadres institutionnels, de cadres d'action, d'activités de programme et de plans de mise en œuvre destinés à s'attaquer à ce problème multidimensionnel: politique nationale en matière de nutrition; plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2017-2020; politique en matière de santé à l'école; programme national pour la production vivrière 2016-2018; cadre national de recherche et de développement; politique en matière de consommation et de production durables; et examen stratégique.
29. Sri Lanka dispose d'un vaste système de protection sociale et de programmes de filets de protection sociale afin de venir en aide aux personnes les plus vulnérables et de promouvoir le développement et la résilience des moyens d'existence. Le principal programme, Samurdhi, a pour but de subvenir aux besoins essentiels des 25 pour cent les plus pauvres de la population, et il existe d'autres dispositifs, notamment un programme national de repas scolaires et un appui ciblé destiné aux personnes âgées, aux femmes enceintes et aux enfants (Thripasha). Le Gouvernement s'est engagé à réformer ces programmes pour améliorer le ciblage et les interventions d'urgence.
30. Le Gouvernement s'emploie également à respecter les engagements internationaux qu'il a pris à divers titres: Protocole de Kyoto et Accord de Paris; Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe; Déclaration et Programme d'action de Beijing; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé; mouvement Renforcer la nutrition (SUN); Programme 2030; et autres accords axés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des personnes les plus vulnérables dans le cadre de stratégies tenant compte des risques et visant à renforcer l'adaptation au changement climatique, à réduire les risques de catastrophe et à faire avancer l'égalité des sexes.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

31. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (PNUDD) pour 2018-2022 suit une approche de la programmation fondée sur les droits de l'homme, qui vise à assurer un accès équitable aux services de base, à prévenir la discrimination et à renforcer la confiance entre les citoyens et l'État dans les domaines de la coopération au service du développement, de l'élaboration des politiques et de l'assistance technique. Les priorités du PNUDD sont les suivantes: amélioration des données, gestion des connaissances et politiques fondées sur des données factuelles; renforcement des institutions publiques innovantes et engagement vers une paix durable; sécurité humaine et résilience socioéconomique; et amélioration de la résilience face au changement climatique et aux catastrophes et renforcement de la gestion de l'environnement⁴¹.

³⁹ Examen stratégique.

⁴⁰ Département de la planification nationale, Ministère de la politique nationale et des affaires économiques, 2017. *Public Investment Programme 2017-2020*. Padukka, State Printing Corporation.

⁴¹ PNUDD.

32. À Sri Lanka, l'Organisation des Nations Unies s'est engagée: à respecter le principe consistant à "ne pas nuire"; à contribuer à l'initiative "Les droits de l'homme avant tout"; à tenir compte du conflit; à œuvrer en faveur de solutions durables; à appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour relier l'action humanitaire, le développement, la consolidation de la paix et les droits de l'homme; et à hiérarchiser les interventions en fonction des engagements énoncés dans le Programme 2030 promettant de ne laisser personne de côté et de chercher à aider en priorité les plus défavorisés⁴². Le plan stratégique de pays (PSP) de Sri Lanka est également conforme à la politique du PAM intitulée "Le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition"⁴³.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

33. De par l'efficacité des opérations d'urgence et des interventions prolongées de secours qu'il a menées à Sri Lanka depuis 1968 pour faire face aussi bien aux catastrophes naturelles qu'aux conséquences du conflit, le PAM a acquis auprès des autorités nationales une solide réputation de partenaire crédible et axé sur les résultats. Les évaluations récentes des interventions du système des Nations Unies et du PAM – notamment l'analyse commune du pays de l'équipe de pays des Nations Unies de 2016, l'évaluation du portefeuille de pays du PAM (2011-2015) et l'examen stratégique de 2017 – soulignent que le PAM doit se concentrer sur ses domaines de compétence reconnus pour combler les écarts de développement relevés en collaboration avec le Gouvernement.
34. Le programme national de repas scolaires appuyé par le PAM, qui est l'un des principaux programmes de protection sociale menés dans les districts le plus touchés par la guerre, a contribué à rétablir le système d'éducation. Actuellement, ce programme est divisé en deux, le premier volet consistant à distribuer des vivres à 160 000 élèves dans la province du Nord, et le second utilisant des transferts sous forme d'espèces⁴⁴. L'évaluation du portefeuille de pays a débouché sur une recommandation préconisant de rechercher les synergies possibles afin d'utiliser uniquement la modalité ayant la préférence du Gouvernement, tout en fournissant davantage d'appui en amont pour améliorer la qualité du programme et réduire les activités de prestation de services du PAM.
35. Le PAM a recours aux transferts de type monétaire depuis l'intervention menée en 2005 pour faire face au tsunami. Son positionnement stratégique a évolué à la suite des observations constructives communiquées par le Gouvernement et les bénéficiaires. Un important travail de développement et d'innovation a ainsi été entrepris afin de mener des programmes de filets de protection sociale et d'utiliser des transferts de type monétaire depuis que les marchés sri-lankais fonctionnent correctement (d'après l'évaluation des marchés du PAM de 2016). Le PAM continuera de renforcer les capacités d'intervention d'urgence des institutions de protection sociale et le programme de repas scolaires, en intégrant des transferts de type monétaire selon que de besoin dans le cadre de partenariats stratégiques et à la faveur des modalités de transfert.
36. Le Gouvernement distribue du Thripousha⁴⁵ dans le cadre d'un programme national de supplémentation alimentaire depuis plus de 40 ans malgré des lacunes dans la production et la chaîne d'approvisionnement et des problèmes d'efficacité et d'utilisation. Il maintiendra son appui technique en faveur du programme Thripousha, comme le recommandent l'évaluation du portefeuille de pays et les évaluations réalisées avec l'appui du PAM pour le Gouvernement, de façon à mettre en œuvre un programme de supplémentation alimentaire plus efficace.

⁴² PNUDD.

⁴³ WFP/EB.2/2013/4-A/Rev.1.

⁴⁴ Évaluation du portefeuille de pays.

⁴⁵ Le Thripousha est un aliment composé enrichi produit localement qui est distribué aux enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant d'insuffisance pondérale, aux enfants présentant des problèmes de croissance, à tous les enfants atteints de malnutrition aiguë modérée et à l'ensemble des femmes enceintes et des mères allaitantes dans tout le pays.

37. Le principal aliment de base de Sri Lanka est le riz, et le PAM a aidé le Ministère de la santé à déterminer s'il était possible de faire de l'enrichissement du riz une stratégie de santé publique pour remédier aux carences en micronutriments. Sur la base de plusieurs consultations menées depuis 2014 et de discussions ultérieures lors d'un atelier national sur l'enrichissement des aliments en mars 2017, un plan de travail et une feuille de route consacrés à l'enrichissement du riz à titre volontaire à l'échelle nationale et à sa distribution dans le cadre de dispositifs de filets de protection sociale appuyés si possible par le PAM ont été proposés au Gouvernement.
38. Le PAM a collaboré efficacement avec le Gouvernement dans le domaine des interventions d'urgence et a aidé à améliorer la préparation aux catastrophes et la détection des risques, notamment l'analyse de la résilience des moyens d'existence, les méthodes d'évaluation, la modélisation des risques, les cours de formation sous forme de simulation, les analyses et l'établissement des rapports. Il continuera de développer les capacités techniques du Gouvernement afin de renforcer la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence et la résilience de façon à réduire les risques de catastrophe.
39. Le PAM a mené en 2015 une analyse de la problématique hommes-femmes qui a mis en évidence des lacunes dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en faveur de la réalisation des effets directs liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2017, l'examen du programme Assistance alimentaire pour la création d'actifs a souligné l'importance et la nature stratégique de l'adoption d'une approche contribuant à transformer les relations entre les sexes pour venir à bout de la faim. Un réseau pluridisciplinaire de suivi des résultats en matière d'égalité des sexes s'est révélé essentiel pour mettre en œuvre les engagements pris dans ce domaine.

2.2 Potentialités pour le PAM

40. Le PAM est bien placé pour appuyer les priorités nationales – y compris les recommandations issues de l'examen stratégique et des consultations plus larges menées avec les parties prenantes –, en particulier dans des domaines tels que le développement des capacités en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (notamment pour l'enrichissement des aliments), la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence et les filets de protection sociale, dont le programme de repas scolaires.
41. Les potentialités relevées dans l'examen stratégique sont les suivantes:
 - appuyer une approche cohérente en faveur d'une agriculture durable parallèlement à d'autres politiques liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour réaliser les cibles de l'ODD 2 et mieux faire face aux défis futurs, d'ordre climatique et autres;
 - préconiser des stratégies innovantes et intégrées pour s'attaquer à la stagnation des taux de malnutrition aiguë et à l'insuffisance pondérale à la naissance, aux carences en micronutriments et à l'augmentation des niveaux de surpoids et d'obésité;
 - aider à combler les principales lacunes et faiblesses du système de protection sociale et des programmes de filets de protection sociale en place pour veiller à ce que les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, soient ciblés et à ce que la coordination institutionnelle s'améliore;
 - adopter des approches de partenariat public-privé pour instaurer un environnement favorable, en particulier pour encourager des préférences alimentaires saines et mettre en place des chaînes d'approvisionnement efficaces et stables;
 - appuyer la mise en place de réserves alimentaires stratégiques nationales afin d'assurer les disponibilités alimentaires et de garantir des stocks régulateurs de produits essentiels pour stabiliser les prix en vue d'optimiser la consommation et de soutenir la sécurité nutritionnelle; et
 - promouvoir la mise en œuvre du plan national d'adaptation au climat, le renforcement de la résilience fondé sur les communautés et la préparation aux situations d'urgence, parallèlement aux initiatives de diversification des moyens d'existence pour mieux résister aux catastrophes naturelles récurrentes et aux effets du changement climatique.

42. Dans le cadre du système des Nations Unies, le PAM mettra à profit ses atouts reconnus, en particulier:
- son aptitude à donner au Gouvernement les moyens de mener de manière plus stratégique des initiatives nationales et infranationales et de les renforcer tout en tirant parti de sa présence sur le terrain;
 - l'efficacité de son ciblage social et géographique, y compris pour les programmes de filets de protection sociale, afin de réduire les inégalités et l'iniquité de traitement pour les groupes vulnérables;
 - son aptitude à contribuer au renforcement des capacités nationales à différents niveaux, avec en toile de fond et comme objectif la prise en main des opérations par le Gouvernement; et
 - son plaidoyer en faveur d'une approche axée sur les résultats ainsi que son suivi et ses rapports objectifs sur le cadre de développement national⁴⁶.

2.3 Réorientations stratégiques

43. Dans le cadre du PSP pour Sri Lanka, le PAM s'adapte en amont aux évolutions rapides sur le plan du développement et de la situation politique ainsi qu'à la diminution des ressources⁴⁷ en tenant compte des facteurs institutionnels, économiques, environnementaux et socioculturels liés aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et en passant de la mise en œuvre directe à l'appui aux politiques et au développement des capacités. L'accent est davantage mis sur les points suivants: appui technique; transfert de connaissances et de technologies; collecte de données factuelles, évaluations et analyse des données; alerte rapide et préparation aux situations d'urgence; filets de protection sociale adaptés aux chocs; gestion des entrepôts de vivres; et programmes communautaires de renforcement de la résilience et de diversification des moyens d'existence, à dimension nutritionnelle et contribuant à transformer les relations entre les sexes, et favorisant donc la pérennisation des résultats.
44. Le PAM réorientera l'appui apporté au programme de repas scolaires de façon à utiliser la modalité ayant la préférence du Gouvernement, en passant progressivement de l'assistance alimentaire en nature/sous forme d'espèces au programme national de repas scolaires et en augmentant l'assistance technique dans le cadre d'activités d'appui aux politiques, de sensibilisation et de développement des capacités ciblant les enfants les plus vulnérables. Il s'emploiera également à intégrer diverses modalités de repas scolaires comme l'utilisation de la production locale, à établir un lien avec la production vivrière locale, à développer la chaîne d'approvisionnement et l'éducation nutritionnelle, à étendre les approches fondées sur les communautés et à réduire la pauvreté afin d'améliorer l'efficacité, l'efficacité et la viabilité générales d'un programme de repas scolaires à dimension nutritionnelle.
45. S'agissant de la nutrition, la réorientation stratégique comprend le passage de la mise en œuvre directe au renforcement de l'appui technique en faveur de décisions d'orientation fondées sur des données factuelles et de l'amélioration de l'analyse, du ciblage, du choix des modalités, de l'exécution et du suivi des interventions nutritionnelles du Gouvernement. En outre, le PAM fera fond sur des interventions utilisant l'enrichissement des aliments et des filets de protection sociale, qui seront élargies sous la forme d'approches axées sur la communication visant à faire évoluer les comportements sociaux et la prise en compte de la nutrition.
46. Le PAM aidera le Gouvernement à abandonner progressivement l'évaluation ponctuelle et le suivi des crises, qui reposent sur des procédures manuelles exigeant beaucoup de temps, au profit de l'utilisation de technologies avancées pour mettre en place et exploiter des systèmes de gestion des données et des connaissances en temps réel. Il préconisera de passer à des interventions intégrées et pérennes comprenant une participation globale des communautés fondée sur une planification pluriannuelle, en coopération avec les partenaires concernés. Le PAM est résolu à adopter des programmes tenant compte des risques et de la nutrition, en y associant les groupes vulnérables autant que possible, afin de renforcer la résilience.

⁴⁶ Analyse commune du pays.

⁴⁷ Évaluation du portefeuille de pays.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Orientation, priorité et impact escompté

47. Le PSP pour Sri Lanka est en phase avec les priorités nationales, notamment celles définies dans le programme d'investissement public 2017-2020, les politiques sectorielles pertinentes, les recommandations issues de l'examen stratégique et le PNUDD pour 2018-2022. Il est également harmonisé avec la démarche d'autres organismes des Nations Unies et les ODD dans le cadre de programmes et d'activités de mobilisation de ressources menés conjointement au titre de l'approche "Unité d'action des Nations Unies". Pour mettre au point le PSP, le PAM a collaboré avec des parties prenantes clés, en particulier les pouvoirs publics au niveau national et infranational, l'équipe de pays des Nations Unies, des partenaires de développement, le secteur privé et la société civile. Ce plan définit le portefeuille d'activités du PAM pour 2018-2022 et précise l'appui du PAM en faveur de programmes nationaux à long terme en vue d'atteindre l'ODD 2 et de réaliser le Programme 2030.
48. Le PAM contribuera à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en concentrant son action sur l'intervention face aux crises et le renforcement des capacités de préparation aux situations d'urgence, le redressement et la résilience à long terme, en consolidant les filets de protection sociale, notamment les programmes de repas scolaires, et en améliorant les effets directs en matière de nutrition.
49. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 ainsi qu'à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et à son plan d'action, la problématique hommes-femmes est pleinement intégrée dans le PSP et sera prise en compte de manière systématique tout au long de la mise en œuvre et du suivi des opérations. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons ainsi que les personnes handicapées (et leurs organisations et institutions) seront aidés pour leur permettre d'acquérir une plus grande autonomie et seront mobilisés afin de veiller à ce que les programmes contribuent à transformer les relations entre les sexes de façon à favoriser et à faire avancer l'égalité. Le PAM intégrera l'analyse de la problématique hommes-femmes, y compris des données ventilées par sexe et par âge, dans les évaluations, les travaux de recherche, l'assistance technique et la gestion des connaissances et de l'information, selon que de besoin.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année

50. À la suite de chocs économiques, sociaux, environnementaux, climatiques et autres, de nombreuses communautés vulnérables sont exposées au risque d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, qui est aggravé par l'inadéquation des capacités d'adaptation. Les interventions de secours d'urgence du PAM permettront de venir en aide aux communautés très vulnérables pendant les catastrophes et au cours des premières phases du redressement, à partir des constatations issues des évaluations. Cet effet direct stratégique a pour but d'améliorer l'accès à la nourriture en période de crise, en veillant à ce que les groupes touchés, surtout les enfants, les femmes et le ménage qu'elles dirigent, les personnes âgées, les personnes handicapées et les familles à faible revenu, consomment des aliments nutritifs adéquats.

Domaine d'action privilégié

51. Cet effet direct est axé sur l'intervention face aux crises afin de fournir une aide humanitaire aux victimes de catastrophes.

Produits escomptés

52. Le produit suivant permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les personnes touchées par une crise ont un accès immédiat à la nourriture, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (niveau 1; catégorie de produits A1; résultat stratégique 1).

53. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire ciblées dans les zones urbaines et rurales recevront une assistance alimentaire ou monétaire en période de crise pour subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels à la faveur d'interventions de secours et grâce à l'assistance technique fournie (au titre de l'effet direct stratégique 4) au Gouvernement pour accroître l'efficacité de l'aide d'urgence, y compris grâce à l'amélioration du ciblage et du suivi.
54. Ce produit contribuera à la réalisation de tous les ODD, en particulier de l'ODD 2 (éliminer la faim) et de l'ODD 1 (mettre un terme à la pauvreté), en veillant à ce que les personnes touchées par une crise aient accès à une nourriture suffisante pour répondre à leurs besoins essentiels.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire aux personnes touchées par une crise (modalités: vivres; transferts de type monétaire; prestation de services)

55. Le PAM fournira une assistance sous forme de transferts de type monétaire et/ou de transferts de vivres aux personnes les plus démunies, en collaboration avec les autorités nationales responsables de la gestion des catastrophes, de la réinstallation, de la protection sociale, de la condition de la femme et des questions relatives à l'enfance, de la santé, des plantations ou développement régional, selon qu'il conviendra. Les interventions s'appuieront sur des analyses effectuées dans le cadre d'évaluations d'impact systématiques, qui utiliseront des données ventilées par sexe et par âge et qui porteront sur la gravité des catastrophes, la sécurité alimentaire et la nutrition, les capacités de réaction, le fonctionnement des marchés et la problématique hommes-femmes. Autant que possible, le PAM harmonisera les programmes de protection sociale et de filets de protection sociale existants et en tirera parti.
56. Le PAM s'emploiera à faire mieux comprendre les liens entre les situations d'urgence, l'égalité des sexes et les résultats sur le plan nutritionnel au moyen d'analyses appropriées. Les besoins nutritionnels des populations touchées seront également pris en compte lors de l'élaboration des interventions, en fonction du type de crise et des ressources disponibles. Des efforts seront faits pour inclure des messages sur la nutrition, en particulier pour promouvoir l'allaitement maternel pendant les situations d'urgence.
57. Le PAM aidera le Gouvernement à assurer des secours et à intervenir dans les situations d'urgence, en fournissant une assistance dans les domaines de la logistique, de la chaîne d'approvisionnement, des télécommunications et de l'information et de l'analyse en temps réel de sorte que les interventions soient efficaces, équitables et permettent à toutes les personnes touchées d'acquérir plus d'autonomie.

Effet direct stratégique 2: Les enfants d'âge scolaire dans les zones en situation d'insécurité alimentaire ont accès à la nourriture toute l'année

58. Étant donné que le programme de repas scolaires est un filet de sécurité national important, le PAM aidera le Gouvernement à veiller à ce que les enfants d'âge scolaire ciblées dans les zones connaissant des taux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition reçoivent des repas scolaires toute l'année. Cette assistance est conforme aux politiques et stratégies nationales visant à mettre un terme à la faim immédiate, à augmenter le taux de rétention scolaire et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants d'âge scolaire, et servira de point de départ pour promouvoir l'intégration des communautés et une paix durable. Le PAM fera appel ici à une approche en deux volets, composée d'une assistance alimentaire et d'un appui technique.

Domaines d'action privilégiés

59. Cet effet direct est axé sur le traitement des causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chez les enfants d'âge scolaire.

Produits escomptés

60. Les produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - les enfants d'âge scolaire ciblées reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir plus efficacement à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (niveau 1; catégorie de produits A2; résultat stratégique 1); et

- les enfants d'âge scolaire ciblés bénéficient d'un programme national amélioré de repas scolaires qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (niveau 1; catégorie de produits C; résultat stratégique 1).
61. Les enfants d'âge scolaire ciblés auront un accès équitable à un repas chaque jour d'école dans le cadre de modalités d'exécution améliorées mises en place grâce au partenariat entre le Gouvernement et le PAM, qui consiste à associer les parties prenantes concernées à un programme de repas scolaires durable, utilisant la production locale, bénéficiant d'éclairages sur l'égalité des sexes et prenant en compte la dimension nutritionnelle.
 62. En plus de contribuer à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2, ces produits concernent l'ODD 4, relatif à une éducation de qualité, et s'inscrivent dans le prolongement de la démarche du Gouvernement visant à faire en sorte que l'ensemble des filles et des garçons terminent les cycles d'enseignement primaire et secondaire en bénéficiant d'une scolarité gratuite, équitable et de qualité.
 63. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre au point des indicateurs de performance clés, qui seront suivis parallèlement aux indicateurs de performance clés du PAM se rapportant aux effets directs dans les domaines de l'éducation et de la nutrition, au moyen d'un solide système conjoint de suivi et d'évaluation adapté à la problématique hommes-femmes portant sur le programme de repas scolaires.

Activités essentielles

Activité 2: Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle, en partenariat avec le Gouvernement, aux enfants d'âge scolaire ciblés (modalités: transferts de type monétaire, vivres, renforcement des capacités, prestation de services)

64. Le PAM aidera le Gouvernement à fournir des repas scolaires à dimension nutritionnelle aux enfants d'âge scolaire ciblés, identifiés en collaboration avec le Gouvernement, principalement dans le secteur des plantations, où les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition sont les plus graves. Le PAM fournira une assistance alimentaire pendant toute la durée du PSP, avec comme objectif de la transposer entièrement dans un programme national d'ici à 2022.
65. Le PAM accentuera son appui technique et ses activités de renforcement des capacités tout en fournissant une assistance alimentaire à un nombre décroissant d'écoliers à mesure que les ressources engagées par le Gouvernement augmenteront. L'appui à la mise en œuvre comprendra des activités en faveur de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène, la construction de cuisines et la fourniture de fourneaux économiques propres pour réduire l'exposition à la pollution de l'air intérieur et limiter au maximum les difficultés liées à la collecte de bois de feu et d'eau dans les zones dangereuses, s'il y a lieu. Lorsque cela sera possible, le PAM fournira du riz enrichi pour augmenter la valeur nutritionnelle de l'assistance alimentaire.
66. Le PAM travaillera en outre en partenariat avec les parties prenantes concernées afin de mener des activités de communication visant à faire évoluer les comportements sociaux pour permettre aux communautés scolaires de diffuser des connaissances et de promouvoir la culture et la consommation d'aliments riches en nutriments.

Activité 3: Fournir au Gouvernement un appui technique et un appui aux politiques pour la mise en œuvre de programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle (modalité: renforcement des capacités)

67. Le PAM aidera le Gouvernement à élaborer une stratégie d'alimentation scolaire en application des recommandations du rapport sur l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER)⁴⁸, de l'analyse de la situation⁴⁹ et de l'analyse du rapport coût-avantages⁵⁰. Une plateforme de coordination multipartite déterminera les besoins en matière de politiques, de stratégies et de capacités auxquels il faudra répondre pour permettre la mise en

⁴⁸ Banque mondiale, 2015. *Systems Approach for Better Education Results (SABER) Country Report: Sri Lanka*.

⁴⁹ Medagama, R. S., 2015. *A Situation Analysis to Study the School Feeding Context and Implementation in Sri Lanka*. Colombo, PAM.

⁵⁰ MasterCard, 2015. *Sri Lanka's School Feeding Investment Case – Cost-Benefit Analysis Report*. PAM.

- œuvre efficace d'un programme national de repas scolaires à dimension nutritionnelle qui contribue également à faire avancer l'égalité des sexes.
68. Le PAM aidera le Gouvernement à évaluer les modalités existantes dans le but d'améliorer le rapport coût/efficacité, surtout dans les zones de plantations, où les taux de malnutrition et de pauvreté sont les plus élevés. Conformément au programme de repas scolaires en place utilisant la production locale, le PAM collaborera avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres parties prenantes afin d'établir des liens avec de petits exploitants agricoles et des fournisseurs de produits alimentaires pour renforcer la production locale et soutenir les initiatives de potagers scolaires, en cherchant en particulier à s'attaquer aux inégalités économiques fondées sur le sexe.
69. Les activités d'appui porteront sur les domaines suivants: développement des capacités de gestion générale des programmes au niveau des écoles; renforcement institutionnel; amélioration de la chaîne d'approvisionnement; formation des cuisiniers et des fournisseurs de produits alimentaires; qualité des aliments et garantie de la sécurité sanitaire des aliments; participation des communautés (y compris des communautés de développement des écoles); communication visant à faire évoluer les comportements sociaux portant sur l'inculcation de pratiques alimentaires saines aux enfants et aux parents; et considérations liées à la problématique hommes-femmes. Le PAM appuiera l'évaluation du régime alimentaire pour veiller à la satisfaction des besoins nutritionnels et à l'utilisation d'ingrédients locaux lors de l'établissement des menus. Il préconisera l'utilisation de produits alimentaires enrichis tels que l'huile et le riz pour remédier aux carences en micronutriments.
70. Dans le cadre de la coordination générale avec le Ministère de la politique nationale et des affaires économiques, le PAM s'emploiera à fournir un appui technique. Il collaborera à cet effet avec le Gouvernement et différents acteurs à tous les niveaux dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de la condition de la femme et des questions relatives à l'enfance, des infrastructures des plantations, du développement communautaire et des finances, notamment avec le Secrétariat national de la nutrition, ainsi qu'avec des organismes des Nations Unies, tels que la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour la population, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des partenaires de développement, des organisations non gouvernementales (ONG), des organisations communautaires, le secteur privé, d'autres parties prenantes et des pays de la région.
71. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement pour s'assurer que la protection et l'égalité des sexes sont prises en compte dans le programme de repas scolaires. Il recommandera la collecte, la communication et l'analyse de données ventilées par sexe et par âge et l'intégration de mesures en faveur de l'égalité des sexes dans le système national de santé à l'école et d'information sur la nutrition.
72. Le PAM aidera le Gouvernement à examiner les critères de ciblage afin d'améliorer le système national de suivi et d'évaluation du programme de repas scolaires, y compris son adaptation à la problématique hommes-femmes. Ces critères faciliteront le recensement des liens et des domaines de chevauchement et donc l'intégration du programme de repas scolaires dans d'autres programmes nationaux.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2025, les enfants de moins de cinq ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer ont une meilleure nutrition⁵¹

73. Afin de faire face à la forte prévalence de l'émaciation et des carences en micronutriments et à la tendance croissante à l'augmentation de la surnutrition, cet effet direct vise à améliorer les résultats en matière de nutrition de certains groupes cibles dans les zones urbaines et rurales ainsi que de la population dans son ensemble. Il sera fait appel pour y parvenir à des activités d'assistance technique et de sensibilisation en faveur d'interventions fondées sur des données

⁵¹ Cet effet direct devrait être conforme à la cible 2 de l'ODD 2: "D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de cinq ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées."

factuelles, spécifiquement axées sur la nutrition ou à dimension nutritionnelle, de façon à contribuer à la réalisation des objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé à l'horizon 2025.

74. Le PAM collaborera avec les organismes publics compétents et d'autres parties prenantes, y compris des organismes des Nations Unies, le secteur privé, des organisations de la société civile et des ONG, pour fournir une assistance technique, combler les lacunes dans le domaine des politiques, mettre en œuvre des activités, suivre la réalisation des objectifs et faciliter le partage de connaissances entre les pays et les régions, tout en prenant systématiquement en compte la problématique hommes-femmes, le tout dans le but de réduire la malnutrition.

Domaines d'action privilégiés

75. Cet effet direct s'attaque aux causes immédiates et profondes de la malnutrition.

Produits escomptés

76. Les deux produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- les enfants de moins de cinq ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient du renforcement des capacités dont dispose le Gouvernement pour mettre en œuvre des programmes de nutrition destinés à améliorer leur état nutritionnel (niveau 2; catégorie de produits C; résultat stratégique 2); et
 - les enfants de moins de cinq ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient de l'augmentation de la consommation d'aliments enrichis spécialement formulés et produits localement, ce qui contribue à améliorer leur état nutritionnel (niveau 2; catégorie de produits C; résultat stratégique 2).
77. Le PAM appuiera les services en faveur d'une nutrition adaptée et de qualité et les activités de communication visant à faire évoluer les comportements sociaux, ainsi que les évaluations des lacunes dans les apports alimentaires et des pratiques de groupes cibles, en intégrant l'analyse de la problématique hommes-femmes, pour promouvoir la prise de décisions fondée sur des données factuelles. Il aidera le Gouvernement à nouer des partenariats public-privé pour améliorer l'offre et l'accessibilité des aliments nutritifs et les rendre plus abordables, par l'intermédiaire des marchés et de filets de protection sociale, en particulier dans l'intérêt des jeunes enfants ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes ciblées. Un appui sera fourni afin de mener des enquêtes d'information sur la nutrition et des activités de surveillance pour suivre les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs nationaux.
78. Ce produit contribue à la réalisation de tous les ODD, et en particulier des ODD 2 et 3.

Activités essentielles

Activité 4: Assurer des activités de conseil et de sensibilisation fondées sur des données factuelles et fournir une assistance technique à l'intention du Gouvernement et des partenaires d'exécution

79. Conformément aux priorités nationales, le PAM collaborera avec des partenaires tels que la FAO, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, l'OMS et l'UNICEF afin de soutenir le Gouvernement et de collaborer avec lui pour promouvoir des interventions fondées sur des données factuelles, spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle.
80. Le PAM fournira un appui lié à la nutrition dans divers domaines, notamment le renforcement du système de santé pour prévenir et prendre en charge la malnutrition aiguë modérée, la surveillance et le suivi nutritionnels à l'échelle nationale, et l'analyse périodique de la situation et des causes (outil destiné à combler le déficit en nutriments) et les enquêtes nutritionnelles pour éclairer les interventions du Gouvernement. Le PAM appuiera également les travaux des réseaux SUN de la société civile et du secteur privé et soutiendra l'évaluation, l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à faire évoluer les comportements sociaux en rapport avec la nutrition et les pratiques de santé, préconisant en particulier une alimentation complémentaire appropriée et la diversification du régime alimentaire.
81. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome – la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) – en collaboration avec les milieux universitaires et des institutions techniques internationales et nationales telles que

l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) et le Medical Research Institute, et recommandera aux différents ministères – agriculture, éducation, protection sociale, condition de la femme et questions relatives à l'enfance, et autres – de mettre en place des programmes à dimension nutritionnelle et contribuant à transformer les relations entre les sexes.

Activité 5: Fournir une assistance technique et encourager le Gouvernement et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, à développer l'enrichissement des aliments de base et des aliments nutritifs spécialisés

82. Le PAM collaborera de manière continue avec les parties prenantes, y compris le secteur privé, pour aider le Ministère de la santé à améliorer l'offre, l'accessibilité et la consommation d'aliments enrichis, notamment du Thriposha et du riz enrichi. Un appui technique sera fourni pour améliorer l'efficacité sur la base de l'évaluation appuyée par le PAM de la production du Thriposha, de la chaîne d'approvisionnement et de la stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, menée en 2016-2017. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Ministère de la santé afin d'améliorer l'analyse, le ciblage, le choix des modalités ainsi que l'exécution et le suivi des interventions de sorte que les femmes, les hommes, les filles et les garçons ciblés en bénéficient équitablement.
83. Le Gouvernement considère l'enrichissement du riz comme un outil pour remédier aux carences en micronutriments. Le PAM continuera donc de fournir un appui technique à la mise en œuvre de la feuille de route nationale dans le domaine de l'enrichissement en préconisant l'ajout de riz enrichi aux programmes nationaux de filets de protection sociale, y compris au programme de repas scolaires, en établissant des règlements, des directives pour le suivi et des normes au titre de la loi sur l'alimentation, en mettant en œuvre la stratégie en matière de marketing social et des outils destinés à promouvoir la consommation, et en transférant des compétences et des technologies relatives au développement de la production et de la chaîne d'approvisionnement. Il augmentera l'offre et la qualité des aliments enrichis et rendra ces aliments plus abordables au moyen de partenariats public-privé, de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

Effet direct stratégique 4: Les communautés vulnérables et les petits exploitants disposent de moyens d'existence plus solides pour résister aux chocs et autres perturbations toute l'année

84. Les priorités du Gouvernement – en dehors de l'intervention face aux crises qui relève de l'effet direct stratégique 1 – portent sur le renforcement de la résilience et des moyens d'existence dans les communautés vulnérables et l'augmentation parallèle de ses propres capacités pour appuyer ces communautés au moyen de systèmes et de processus améliorés.
85. Cet effet direct vise à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en permettant aux communautés et aux individus vulnérables d'acquérir plus d'autonomie pour faire face aux crises. Il vise aussi à faciliter la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés rapatriés en leur offrant des solutions durables d'assistance alimentaire et d'appui aux moyens d'existence, et à renforcer les capacités du Gouvernement grâce à une assistance technique destinée à faire en sorte que la planification tenant compte des risques et de la problématique hommes-femmes soit intégrée dans les politiques d'investissement public et les initiatives de développement local, en remédiant aux inégalités structurelles et socioculturelles.
86. Cet effet direct a également pour but de renforcer les capacités du Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence à l'échelle nationale et infranationale, en appuyant les opérations de réduction des risques et le plan national d'intervention d'urgence, afin d'améliorer la résilience générale face aux chocs et autres perturbations.

Domaines d'action privilégiés

87. Cet effet direct est axé sur le renforcement de la résilience pour permettre aux communautés vulnérables de mieux résister aux chocs et autres perturbations et accroître les moyens dont dispose le Gouvernement pour mettre en œuvre la gestion des catastrophes et des stratégies intégrées de réduction des risques de catastrophe.

Produits escomptés

88. Les trois produits suivants permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- les communautés bénéficient de capacités renforcées afin de s'adapter au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes pour atténuer les répercussions des chocs et autres perturbations (niveau 1; catégorie de produits A1; résultat stratégique 4);
 - les populations fréquemment touchées par des chocs et autres perturbations bénéficient du renforcement des capacités nationales et institutionnelles en matière de gestion des situations d'urgence et d'intervention, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et d'être plus résilientes face aux chocs (niveau 3; catégorie de produits C; résultat stratégique 4); et
 - les populations fréquemment touchées par des chocs et autres perturbations bénéficient du renforcement des systèmes nationaux de filets de sécurité adaptés aux crises, ce qui accroît leur résilience (niveau 3; catégorie de produits C; résultat stratégique 4).
89. Ce produit contribue à la réalisation de l'ODD 13 relatif à l'action climatique, à travers l'adoption de mesures correctives destinées à réduire le plus possible les perturbations occasionnées par le changement climatique, ainsi qu'à celle de l'ODD 2 et de tous les autres ODD.
90. Cet effet direct sera mesuré par rapport à des cibles nationales et internationales, notamment celles énoncées dans le plan national d'adaptation et le Cadre d'action de Sendai.
91. Les inégalités entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons seront réduites à l'aide d'initiatives d'acquisition de compétences et d'activités communautaires destinées à renforcer les capacités bénéficiant à tous équitablement.

Activités essentielles

Activité 6: Appuyer la diversification des moyens d'existence et la génération de revenus en prenant en compte la dimension nutritionnelle et en contribuant à transformer les relations entre les sexes dans le cadre d'activités intégrées de renforcement de la résilience (modalités: vivres, transferts de type monétaire, renforcement des capacités, prestation de services)

92. Le PAM prêtera assistance aux bénéficiaires (y compris aux personnes déplacées et aux réfugiés rapatriés qui se réinstallent) dans le cadre de programmes intégrés de type Assistance alimentaire pour la création d'actifs et Assistance alimentaire pour la formation afin de les aider à créer et à reconstituer des actifs communautaires productifs et à diversifier leurs moyens d'existence – à travers la mise en place d'approches telles que la collecte et la gestion améliorées et efficaces de l'eau, l'aménagement des bassins versants, la plantation d'arbres, la diversification des cultures et l'acquisition de compétences, dans le but de réduire les risques climatiques et les risques de catastrophe et d'améliorer la résilience et les capacités de réaction. Conformément à la nouvelle politique environnementale du PAM, les activités de renforcement de la résilience seront examinées pour s'assurer que les risques environnementaux liés à ces activités sont soit évités soit maîtrisés.
93. Le PAM procédera à des analyses des moyens d'existence et de la problématique hommes-femmes et à une planification communautaire participative et il actualisera l'étude globale sur les moyens d'existence et la résilience (CLEAR) afin de faciliter la planification saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la recherche de diverses possibilités de génération de revenus pour différents groupes, conformément aux programmes nationaux de filets de protection sociale. Le PAM s'emploiera à garantir une participation équitable des femmes et des hommes d'âges divers, issus notamment de groupes marginalisés, en adaptant les services et en prenant des dispositions pour favoriser la participation des personnes handicapées ainsi que des filles et des femmes enceintes et allaitantes. Les femmes et les hommes auront accès aux actifs créés en fonction de leurs priorités et besoins respectifs, contrôleront ces actifs et jouiront des avantages procurés sur un pied d'égalité. Les conditions et la charge de travail seront adaptées afin d'aider les femmes à assumer leurs différents rôles – procréation, production et gestion communautaire – et d'atténuer la disproportion des incidences subies par les femmes vulnérables dans leur rôle d'aidantes familiales.

94. Le PAM intégrera des programmes à dimension nutritionnelle dans les activités de renforcement de la résilience en menant des évaluations et en cherchant à déterminer les domaines ayant une incidence sur la nutrition, en partenariat avec le FIDA et l'IFPRI.
95. Le PAM collaborera aussi avec le Gouvernement pour soutenir les petits exploitants au moyen de techniques de manutention après récolte améliorées, de systèmes d'information sur le climat et les marchés et de partenariats avec le secteur privé.

Activité 7: Fournir une assistance technique au Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence (modalités: renforcement des capacités, prestation de services)

96. Le PAM fournira une assistance technique au Ministère de la gestion des catastrophes afin de l'aider: à mener des audits périodiques du degré de préparation aux situations d'urgence; à actualiser le plan national de gestion des catastrophes, en mettant l'accent sur l'intervention lors des crises et sur la coordination, y compris par le biais de l'équipe de coordination de l'action humanitaire; à établir des plans d'action pour la préparation aux situations d'urgence, des directives sur la gestion des secours et des modules de formation; et à conduire des exercices de simulation à différents niveaux.
97. Le PAM appuiera la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation en temps réel des répercussions des catastrophes en coopération avec le Gouvernement et des parties prenantes clés, notamment les opérateurs locaux du réseau de téléphonie mobile.
98. Le PAM renforcera les capacités techniques dans les domaines des réserves alimentaires nationales, des systèmes de gestion des entrepôts et des chaînes d'approvisionnement, en collaboration avec le Département du Commissaire à l'alimentation. Il aidera également le Gouvernement à améliorer le suivi de la sécurité alimentaire et des marchés pour lui permettre de planifier des interventions fondées sur des données factuelles et contribuant à transformer les relations entre les sexes.

Activité 8: Fournir une assistance technique aux organismes publics et apparentés pour les aider à mettre en place des systèmes de filets de sécurité améliorés, harmonisés et adaptés aux chocs (modalités: renforcement des capacités, prestation de services)

99. Pour renforcer la capacité d'adaptation aux chocs des programmes nationaux de protection sociale, le PAM tiendra compte des enseignements tirés de crises précédentes en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et, lorsque cela sera possible, établira des liens avec les activités de renforcement de la résilience, en prenant en considération la nutrition et l'égalité des sexes. Il augmentera les moyens techniques dans les domaines des systèmes d'enregistrement des bénéficiaires (système SCOPE, par exemple), du ciblage et du suivi, y compris la collecte et l'analyse des données utilisant la téléphonie mobile, pour compléter le registre social destiné aux programmes nationaux de filets de sécurité.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

100. Après 2022, le PAM entend axer davantage ses activités sur le renforcement des systèmes et de la sensibilisation, car il prévoit une amélioration de la situation socioéconomique du pays, y compris en ce qui concerne l'égalité des sexes, qui devrait s'accompagner d'une augmentation des contributions financières du Gouvernement. À l'horizon 2030, le PAM pense que le Gouvernement et les communautés concevront, mettront en œuvre et géreront de manière indépendante des programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle selon une approche inclusive et fondée sur les droits, le PAM jouant un rôle de catalyseur si on le lui demande. Il mettra en œuvre des stratégies de transition en étroite consultation avec le Gouvernement.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

101. Dans le cadre du PSP, le PAM viendra en aide à 176 000 bénéficiaires directs, sachant que l'on prévoit un chevauchement de 20 pour cent entre les effets directs stratégiques 1 et 4. Étant donné que ce PSP est principalement axé sur l'assistance technique en amont destinée aux initiatives nationales afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, un grand nombre de bénéficiaires indirects et d'institutions en profiteront également. Le PAM utilisera des indicateurs relatifs aux ODD et des indicateurs institutionnels – comme le score de consommation alimentaire, l'échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience et l'indice des stratégies de survie utilisé aux fins du ciblage des bénéficiaires – afin de cibler précisément les populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë dans le cadre de l'intervention face aux crises, du programme de repas scolaires et du renforcement de la résilience.
102. Des analyses de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, y compris l'étude CLEAR et l'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, seront exploitées pour définir le ciblage géographique et les critères de sélection des bénéficiaires. L'outil d'enregistrement et de gestion des bénéficiaires (SCOPE), d'autres outils institutionnels servant à rendre compte des effets directs des projets (comme l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace [COMET]), ainsi que des systèmes de collecte de données (e-Win et dispositifs de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile, par exemple) seront utilisés pour la gestion des données relatives aux bénéficiaires, le suivi de la mise en œuvre des activités et l'établissement des rapports.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (par an), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes	Hommes	Total
1: Les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année	1. Fournir une assistance alimentaire aux personnes touchées par une crise	25 500 [^]	24 500 [^]	50 000
2: Les enfants d'âge scolaire dans les zones en situation d'insécurité alimentaire ont accès à la nourriture toute l'année	2. Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle, en partenariat avec le Gouvernement, aux enfants d'âge scolaire ciblés	63 360	64 640	128 000**
	3. Fournir au Gouvernement un appui technique et un appui aux politiques pour la mise en œuvre de programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle	-	-	*
3: D'ici à 2025, les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer ont une meilleure nutrition	4. Assurer des activités de conseil et de sensibilisation fondées sur des données factuelles et fournir une assistance technique à l'intention du Gouvernement et des partenaires d'exécution	-	-	*
	5. Fournir une assistance technique et encourager le Gouvernement et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, à développer l'enrichissement des aliments de base et des aliments nutritifs spécialisés	-	-	*

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (par an), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activités	Femmes	Hommes	Total
4: Les communautés vulnérables et les petits exploitants disposent de moyens d'existence plus solides pour résister aux chocs et autres perturbations toute l'année	6. Appuyer la diversification des moyens d'existence et la génération de revenus en prenant en compte la dimension nutritionnelle et en contribuant à transformer les relations entre les sexes dans le cadre d'activités intégrées de renforcement de la résilience	5 500 [^]	4 500 [^]	10 000
	7. Fournir une assistance technique au Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence	-	-	*
	8. Fournir une assistance technique aux organismes publics et apparentés pour les aider à mettre en place des systèmes de filets de sécurité améliorés, harmonisés et adaptés aux chocs	-	-	*
Total		94 360	93 640	188 000

* L'assistance technique et l'appui aux politiques bénéficieront indirectement à l'ensemble de la population.

** Les écoliers ciblés sont identifiés conjointement avec le Gouvernement, étant entendu que le PAM réduira progressivement son soutien tous les ans dans le cadre de sa stratégie de retrait.

[^] L'accent circonflexe signifie que les femmes comprennent aussi les filles et que les hommes englobent aussi les garçons. Les nombres effectifs de bénéficiaires seront collectés et communiqués en les ventilant par sexe et par âge.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

103. Les transferts de vivres continueront dans le cadre du programme de repas scolaires appuyé par le PAM. Toutefois, le PAM réalisera des évaluations et mènera des consultations consacrées à la sécurité alimentaire, à la nutrition, à la pauvreté, à la problématique hommes-femmes et à d'autres critères pour déterminer la modalité de transfert appropriée et élaborer des mécanismes viables et efficaces en vue de l'utilisation des transferts de type monétaire.
104. Sur la base des évaluations des marchés, le PAM a retenu les transferts de type monétaire pour les activités de secours d'urgence et de création d'actifs. En outre, il a reçu des observations positives de la part du Gouvernement et des femmes et des hommes bénéficiaires concernant le recours aux transferts de type monétaire lors des activités d'intervention face aux crises et de renforcement de la résilience. Ce type de transfert continuera donc d'être utilisé pour ces activités pendant la période couverte par le PSP sauf si le contexte opérationnel ou les évaluations des marchés donnent à penser qu'il doit être arrêté.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ			
Effet direct stratégique	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 4
	Activité 1	Activité 2	Activité 6
	Fournir une assistance alimentaire aux personnes touchées par une crise	Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle, en partenariat avec le Gouvernement, aux enfants d'âge scolaire ciblés	Appuyer la diversification des moyens d'existence et la génération de revenus en prenant en compte la dimension nutritionnelle et en contribuant à transformer les relations entre les sexes dans le cadre d'activités intégrées de renforcement de la résilience
Type de bénéficiaires		Bénéficiaires ordinaires	
Modalité		Vivres	
Céréales (riz)		75	
Légumes secs (lentilles rouges)		*V-35, NV-20	
Huile (huile de palme)		15	
Thon en conserve		NV-15	
Sel			
Sucre			
SuperCereal			
SuperCereal Plus			
Micronutriments en poudre			
Total kcal/jour		499	
% de kcal d'origine protéique		12	
Espèces (dollars/personnes/jour)**	0,89	0,144	1,09
Nombre de jours d'alimentation	90	197	180

*V = végétariens; NV = non-végétariens.

** Valeur monétaire par bénéficiaire (le participant reçoit quatre fois ce montant).

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type d'aliments/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	2 837	1 305 020
Légumes secs	910	987 350
Huile et matières grasses	568	499 840
Aliments composés et mélanges	–	–
Autres	434	1 976 870
Total (produits alimentaires)	4 749	4 769 080
Transferts de type monétaire	–	20 802 016
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	4 749	25 571 096

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

105. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires, y compris la société civile et des ONG, afin d'assurer des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique au titre des quatre effets directs stratégiques pour garantir la prise en main des opérations par les autorités nationales, l'obligation redditionnelle et la pérennisation des résultats au moyen de programmes contribuant à transformer les relations entre les sexes et d'initiatives renforcées de suivi et d'évaluation.
106. Une mission de coopération Sud-Sud a été entreprise en 2017 pour déterminer les besoins en matière de développement des capacités ainsi que les possibilités pour le Gouvernement de participer à une collaboration technique avec d'autres pays dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence et de la gestion des risques de catastrophe. Le PAM œuvrera en qualité de partenaire. Son rôle consistera à faciliter et à soutenir la mise en œuvre de la coopération Sud-Sud et à mobiliser des ressources, des savoir-faire, des connaissances, des capacités et des technologies supplémentaires au profit de Sri Lanka à travers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, en nouant des partenariats avec l'Inde, la Chine et d'autres pays et en travaillant avec ses centres d'excellence.

4.3 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

107. La structure et les compétences du Bureau du PAM à Sri Lanka seront progressivement adaptées pour permettre le renforcement des interventions du Gouvernement et une plus grande prise en main des opérations par celui-ci. Il s'agira notamment d'accroître la présence du personnel national aux postes de responsabilité dans les domaines de la préparation et de l'intervention en cas de situation d'urgence, de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, de la nutrition, du suivi et de l'évaluation, de la chaîne d'approvisionnement, de la protection sociale et de l'égalité des sexes et, lorsque cela sera possible, d'intégrer le personnel du PAM dans les organismes publics. Le budget du portefeuille de pays s'appuie sur une analyse des besoins englobant les bureaux auxiliaires, l'établissement du profil du personnel, les besoins en matière de formation, le développement technique et les technologies de l'information.

4.4 Partenariats

108. Au moyen d'une approche inclusive associant l'ensemble de la société, le PAM favorisera les partenariats stratégiques, les interactions, le dialogue et les activités de sensibilisation avec les parties prenantes concernées, à savoir tous les niveaux de gouvernement, à l'échelle nationale et infranationale, le secteur privé, la société civile, les réseaux de volontaires et les groupes communautaires, en privilégiant les femmes, les jeunes et les autres groupes marginalisés, parmi lesquels les personnes handicapées et les personnes âgées, les ONG locales et internationales et les milieux universitaires. Le but sera de renforcer et d'aider à soutenir les approches communautaires commerciales et nationales qui s'attaqueront aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et d'augmenter les capacités locales en matière de préparation aux situations d'urgence.
109. Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM à Sri Lanka. Pour assurer la mise en œuvre sans heurt des interventions, le PAM continuera de renforcer le partenariat principal établi avec le Ministère de la politique nationale et des affaires économiques, qui a un pouvoir de mobilisation et coordonne l'action menée avec les autres ministères – agriculture et irrigation, développement communautaire, gestion des catastrophes, éducation, environnement, infrastructures des plantations, santé, reconstruction, réinstallation, protection sociale, et condition de la femme et questions relatives à l'enfance –, et avec le Secrétariat présidentiel.
110. Le PAM est partie prenante de la réorientation stratégique de l'initiative "Unis dans l'action" à Sri Lanka et collaborera à des programmes conjoints avec d'autres organismes⁵². S'appuyant sur des partenariats réussis, le réseau des Nations Unies pour la nutrition, qui comprend la FAO, l'UNICEF et le PAM, aidera le Gouvernement à renforcer le programme de repas scolaires et à

⁵² PNUDD.

améliorer la nutrition par la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel en faveur de la nutrition pour 2017-2020. Le PAM codirigera le secteur de la sécurité alimentaire et poursuivra l'action groupée dans ce secteur selon que de besoin pour coordonner les interventions en cas de crise. Il travaillera en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin de mettre en œuvre avec efficacité des activités relatives à l'adaptation au climat, aux moyens d'existence et à la résilience. Le PAM continuera de participer activement au Groupe thématique sur l'égalité des sexes et de chercher à collaborer davantage avec le Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Femmes et d'autres parties prenantes pour contribuer à la réalisation d'effets directs en faveur de l'égalité des sexes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

111. Le PAM travaillera en partenariat avec les organismes ayant leur siège à Rome, conformément au document d'orientation intitulé "Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome: Réaliser le Programme 2030", dans le cadre d'évaluations de la sécurité alimentaire, d'approches à dimension nutritionnelle et de la collecte de données factuelles destinées à éclairer la prise de décisions.
112. En outre, il collaborera avec des partenaires de développement, dont la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, et avec l'ensemble de la communauté internationale, les donateurs et le secteur privé, et participera à des initiatives de coopération Sud-Sud afin d'exploiter au mieux les savoir-faire et les financements et de mobiliser des soutiens en faveur de l'enrichissement des aliments, de la communication visant à faire évoluer les comportements sociaux et de l'alerte rapide/des interventions d'urgence.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

113. Sur la base du suivi mené à l'échelle institutionnelle, du cadre normatif, du cadre de résultats, du PNUDD pour 2018-2022 et d'indicateurs nationaux, le PAM élaborera un système de suivi et d'évaluation adapté à la problématique hommes-femmes qui mesurera et analysera les progrès accomplis vers la réalisation des effets directs stratégiques pour veiller au respect de l'obligation redditionnelle et éclairer le choix des ajustements à apporter aux programmes. Le plan de suivi définira la méthode et la fréquence de la collecte des données pour chaque indicateur figurant dans le cadre logique. Des activités spécifiques seront examinées à intervalles réguliers. Les données de référence et valeurs cibles associées aux indicateurs d'effet direct seront fixées dans les trois mois suivant le début de la mise en œuvre du PSP.
114. Le PAM et le Gouvernement mesureront ensemble des indicateurs ventilés par sexe et par âge, selon le cas. Les autorités nationales sont responsables du suivi des indicateurs relatifs aux ODD et des indicateurs nationaux, mais le PAM fournira une assistance, en collaboration avec le Département de la gestion et du suivi des projets et d'autres parties prenantes concernées. Les indicateurs d'effet direct et de performance seront évalués, analysés et communiqués deux fois par an, conformément aux exigences institutionnelles minimales en matière de suivi. Ils seront complétés par des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition et par un suivi des prix du marché.
115. Le personnel du bureau de pays spécialisé dans les domaines de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité et du suivi aidera le Gouvernement à procéder aux évaluations, au suivi et à l'établissement des rapports. Lors des réunions trimestrielles du Comité directeur national chargé des projets, le PAM et le Gouvernement évalueront les progrès et les résultats obtenus par rapport aux plans d'action établis et apporteront des ajustements aux programmes si nécessaire.
116. S'appuyant sur la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020), le bureau de pays élaborera un plan d'action pour la prise en compte systématique de cette problématique et la mise en œuvre de mesures ciblées dans ce domaine. Le plan sera examiné tous les trimestres pour évaluer les résultats obtenus en matière de lutte contre la faim et déterminer si les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons sont satisfaits en respectant les avis et les préférences communiqués par les intéressés par l'intermédiaire des dispositifs de réclamation et de remontée de l'information. L'ensemble du personnel du PAM

recevra une formation sur la problématique hommes-femmes, la responsabilité à l'égard des populations touchées et la protection.

117. L'outil COMET sera utilisé afin de suivre les données opérationnelles et les indicateurs de performance à l'appui de la gestion des programmes, de procurer des données actualisées sur la performance et de faciliter l'établissement des rapports. Le bureau de pays mettra à profit les nouvelles technologies de collecte des données pour réduire les coûts du suivi et augmenter l'efficacité, notamment les technologies de suivi en temps réel et de visualisation des données. Les données de terrain seront recueillies par voie électronique au moyen de méthodes de collecte et d'analyse utilisant la téléphonie mobile afin d'être transmises et analysées en temps réel. Les ressources financières pour le personnel, les études de référence et le suivi et l'évaluation ont été inscrites au budget.
118. Conformément à la politique du PAM, y compris la stratégie en matière d'évaluation et la Charte de l'évaluation, une évaluation décentralisée, gérée par le bureau de pays avec l'appui du bureau régional et du Siège, sera menée en 2019 afin de répondre à la demande des parties prenantes et aux besoins en matière de données factuelles et d'apprentissage. Le PSP fera l'objet d'un examen à mi-parcours qui sera suivi d'une évaluation finale du portefeuille de pays menée l'avant-dernière année de la période considérée, travail qui sera géré par le Bureau de l'évaluation conformément au système d'assurance qualité des évaluations du PAM. Les budgets pour ces activités sont planifiés.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

119. À l'approche des élections programmées en 2020, les priorités nationales pourraient changer si un nouveau Gouvernement arrivait au pouvoir. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de collaborer avec le Gouvernement à tous les niveaux pour œuvrer en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et s'acquitter de son mandat. Il surveillera les risques contextuels tels que les catastrophes naturelles, la réticence à s'attaquer aux inégalités entre les sexes d'ordre structurel et socioculturel et l'instabilité politique et économique, et planifiera des mesures d'atténuation tenant compte des niveaux de risque, notamment des mesures destinées à adapter les programmes selon les besoins.

Risques programmatiques

120. L'un des principaux risques pour les programmes est le manque de financement compte tenu des priorités mondiales concurrentes et du fait que Sri Lanka compte parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure: les donateurs tendent à attendre de ces pays qu'ils consacrent une part substantielle de leurs ressources à la résolution des problèmes d'alimentation et de nutrition, les partenaires de développement et le système des Nations Unies fournissant en amont un appui technique et une aide au renforcement des capacités⁵³. Les mesures d'atténuation consisteront notamment à mettre en place des sources de financement élargies et des initiatives conjointes, notamment avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies et le secteur privé, et dans le cadre de la coopération Sud-Sud.
121. Étant donné que des systèmes publics seront utilisés pour les transferts de type monétaire, des efforts seront faits pour rationaliser les procédures et faire en sorte que les mécanismes de suivi et de reddition de comptes soient transparents. Le PAM prendra davantage de mesures préventives dans le but de consulter les communautés au sujet de la conception des projets et d'instituer des dispositifs de réclamation et de remontée de l'information au titre de sa responsabilité à l'égard des populations touchées. Des évaluations des problèmes de protection et des violences sexistes seront intégrées dans les plans de gestion annuels.

⁵³ Verité Research, 2016. *Term Review – United Nations Development Assistance Framework 2013-2017*.

Risques institutionnels

122. Les mesures d'atténuation s'appuieront sur la planification de scénarios pour assurer au mieux la continuité des opérations visant à remédier aux problèmes de sécurité ou aux problèmes d'ordre politique ou environnemental survenant soudainement.

6. Ressources au service des résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

123. Le budget nécessaire pour mettre en œuvre le PSP de Sri Lanka, d'une durée de 60 mois, est de 46,8 millions de dollars, en prévoyant une allocation de fonds appropriée pour les activités en faveur de l'égalité des sexes conformément aux exigences institutionnelles en la matière.

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)						
	Année 1 2018	Année 2 2019	Année 3 2020	Année 4 2021	Année 5 2022	Total
Effet direct stratégique 1	3 564 985	3 615 642	2 927 928	2 438 618	2 630 249	15 177 421
Effet direct stratégique 2	4 634 729	3 884 675	2 665 536	2 060 957	152 863	13 398 759
Effet direct stratégique 3	824 320	806 613	888 012	720 527	704 816	3 944 289
Effet direct stratégique 4	2 844 193	3 293 807	2 873 862	2 620 962	2 677 500	14 310 324
Total	11 868 226	11 600 737	9 355 338	7 841 063	6 165 428	46 830 793

124. Le budget global du PSP s'élève à 46,8 millions de dollars, en intégrant une diminution des dépenses annuelles du fait du passage de la prestation directe de services aux activités d'appui aux politiques et de développement des capacités menées en amont, du transfert graduel aux autorités nationales de la responsabilité du programme de repas scolaires d'ici à 2022 et du renforcement progressif des capacités du Gouvernement en matière de gestion des situations d'urgence.
125. Compte tenu de la fréquence des catastrophes naturelles de grande ampleur, c'est l'effet direct stratégique 1 qui dispose du budget le plus important, soit 15,2 millions de dollars, afin de fournir une assistance alimentaire aux personnes touchées par une crise. Des transferts de type monétaire seront mis en place principalement dans le cadre du programme national de filets de protection sociale, dont les capacités seront renforcées au titre de l'effet direct stratégique 4.
126. Le deuxième budget le plus élevé, soit 14,3 millions de dollars, est celui de l'effet direct stratégique 4, qui porte sur l'adaptation au climat et la gestion des risques, la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités institutionnelles. Le bureau de pays a déjà commencé ses activités de renforcement de la résilience dans le cadre de son programme de développement en cours et il continuera de promouvoir l'amélioration de la résilience des ménages vulnérables tout au long de la période couverte par le PSP.
127. L'effet direct stratégique 2, avec un budget total de 13,4 millions de dollars, est axé sur le programme de repas scolaires, lequel sera intégré progressivement dans le programme national et s'accompagnera d'initiatives de renforcement des capacités. À la demande du Gouvernement, le bureau de pays ciblera les zones les plus pauvres et les plus en difficulté sur le plan nutritionnel, notamment dans le secteur des plantations, tout en mettant en place des transferts de type monétaire conformément à la modalité adoptée à l'échelle nationale.

128. Le budget de l'effet direct stratégique 3, d'un montant de 4 millions de dollars, est alloué à deux grandes activités axées sur l'amélioration de la nutrition, comprenant des initiatives d'appui aux politiques et de développement des capacités.

6.2 Perspectives de financement

129. L'accession de Sri Lanka au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et la volonté du pays de rejoindre la catégorie des pays à revenu intermédiaire ont entraîné une tendance à la baisse de l'aide publique au développement en proportion du revenu national brut, les fonds issus des investissements étrangers directs, des échanges et de la mobilisation de ressources nationales dépassant de plus en plus l'assistance accordée sous forme de don⁵⁴.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

130. L'exécution du PSP nécessitera un soutien financier régulier pour garantir un engagement ininterrompu et la réalisation des effets directs stratégiques. Le PAM élaborera une stratégie de mobilisation des ressources et un plan de mise en œuvre pour le PSP, plaidera en faveur de modalités de financement souples et de longue haleine auprès des donateurs traditionnels, du secteur privé et d'autres bailleurs de fonds, et recommandera au Gouvernement de poursuivre ses contributions en nature et le versement de fonds de contrepartie. Il renforcera les partenariats avec les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, sollicitera une assistance financière et une assistance technique en nature auprès d'entreprises privées et de fondations, et maintiendra les fonds d'affectation spéciale spécialisés et les programmes conjoints exécutés avec les autres organismes des Nations Unies ainsi que les initiatives de cofinancement menées avec le Gouvernement.
131. Le PAM établira en outre un plan de communication à l'intention des parties prenantes afin de défendre et de préciser le rôle qu'il peut jouer et la valeur ajoutée qu'il peut apporter pour aider Sri Lanka à réaliser l'ODD 2. Le bureau de pays communiquera régulièrement des informations et des données factuelles sur les progrès réalisés pour parvenir aux résultats prévus.

⁵⁴ PNUDD.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR SRI LANKA (JANVIER 2018-DÉCEMBRE 2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à la nourriture

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1 : Les personnes touchées par une crise ont accès à la nourriture toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié :
intervention face à une crise

Hypothèse:

L'approvisionnement en vivres et en espèces se fait correctement à tout moment et tous les produits sont disponibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire aux personnes touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les personnes touchées par une crise ont un accès immédiat à la nourriture, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Effet direct stratégique 2 : Les enfants d'âge scolaire dans les zones en situation d'insécurité alimentaire ont accès à la nourriture toute l'année	Catégorie d'effet direct correspondante: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante Domaine d'action privilégié causes profondes	Tient compte de la nutrition
---	---	------------------------------

Hypothèse:

Le niveau de financement disponible permet de distribuer l'assortiment alimentaire minimum

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation

Taux d'abandon

Taux de scolarisation

Activités et produits

2. Fournir une assistance alimentaire à dimension nutritionnelle, en partenariat avec le Gouvernement, aux enfants d'âge scolaire ciblés (Repas scolaires)

Les enfants d'âge scolaire ciblés reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir plus efficacement à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. (A: Ressources transférées)

Les enfants d'âge scolaire ciblés reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir plus efficacement à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. (B: Aliments nutritifs fournis)

3. Fournir au Gouvernement un appui technique et un appui aux politiques pour la mise en œuvre de programmes de repas scolaires à dimension nutritionnelle (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les enfants d'âge scolaire ciblés bénéficient d'un programme national amélioré de repas scolaires qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3 : D'ici à 2025, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents et les femmes en âge de procréer ont une meilleure nutrition

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié causes profondes

Hypothèse:

La mobilisation politique à l'appui de la collaboration technique et des partenariats se poursuit

Indicateurs d'effet direct

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

4. Assurer des activités de conseil et de sensibilisation fondées sur des données factuelles et fournir une assistance technique à l'intention du Gouvernement et des partenaires d'exécution (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient du renforcement des capacités dont dispose le Gouvernement pour mettre en œuvre des programmes de nutrition destinés à améliorer leur état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

5. Fournir une assistance technique et encourager le Gouvernement et les autres parties prenantes, y compris le secteur privé, à développer l'enrichissement des aliments de base et des aliments nutritifs spécialisés (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes et les femmes en âge de procréer bénéficient de l'augmentation de la consommation d'aliments enrichis spécialement formulés et produits localement, ce qui contribue à améliorer leur état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent

Effet direct stratégique 4 : Les communautés vulnérables et les petits exploitants disposent de moyens d'existence plus solides pour résister aux chocs et autres perturbations toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié renforcement de la résilience

Hypothèse:

Aucune situation d'urgence majeure susceptible d'avoir des répercussions sur les moyens d'existence des communautés ciblées ne se produit

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

6. Appuyer la diversification des moyens d'existence et la génération de revenus en prenant en compte la dimension nutritionnelle et en contribuant à transformer les relations entre les sexes dans le cadre d'activités intégrées de renforcement de la résilience (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les communautés bénéficient de capacités renforcées afin de s'adapter au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes pour atténuer les répercussions des chocs et autres perturbations (A: Ressources transférées)

Les communautés bénéficient de capacités renforcées afin de s'adapter au changement climatique, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes pour atténuer les répercussions des chocs et autres perturbations (D: Actifs créés)

7. Fournir une assistance technique au Gouvernement en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations fréquemment touchées par des chocs et autres perturbations bénéficient du renforcement des capacités nationales et institutionnelles en matière de gestion des situations d'urgence et d'intervention, ce qui leur permet de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et d'être plus résilientes face aux chocs (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

8. Fournir une assistance technique aux organismes publics et apparentés pour les aider à mettre en place des systèmes de filets de sécurité améliorés, harmonisés et adaptés aux chocs (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations fréquemment touchées par des chocs et autres perturbations bénéficient du renforcement des systèmes nationaux de filets de sécurité adaptés aux crises, ce qui accroît leur résilience (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Indicateurs transversaux

C.1.1. Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2. Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Indicateur transversal

C.2.1. Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Indicateurs transversaux

C.3.1. Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.3.4 : Le projet prévoit des initiatives destinées à réduire le risque de violences sexuelles et sexistes (oui/non)

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

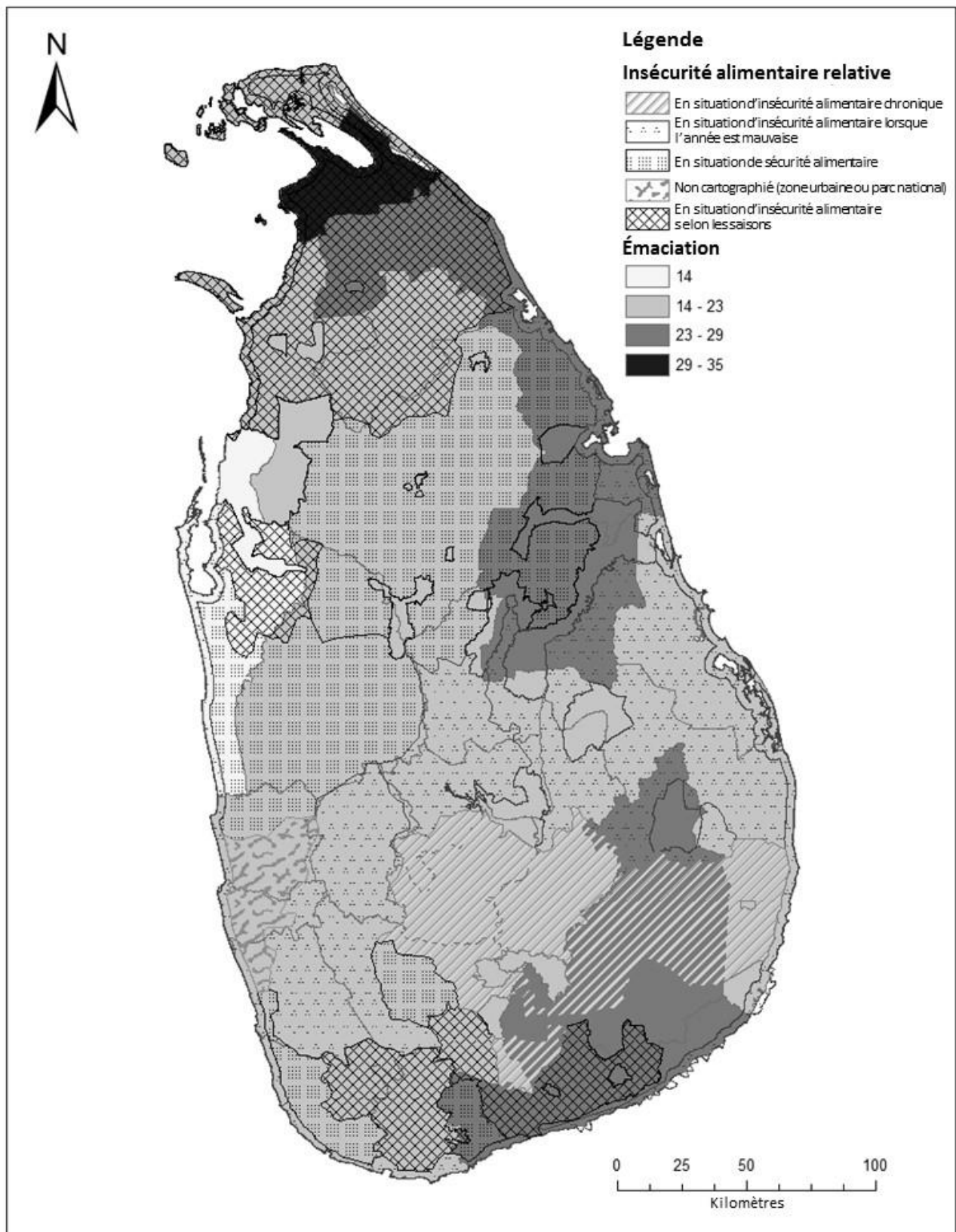
Indicateur transversal

C.4.1. Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE <i>(en dollars)</i>					
	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2, cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3, cible 3 de l'ODD 2	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	12 160 242	10 287 993	2 870 456	10 954 258	36 272 949
Mise en œuvre	297 945	848 178	360 777	761 310	2 268 210
Coûts d'appui directs ajustés	1 726 319	1 386 034	455 018	1 658 567	5 225 938
Total partiel	14 184 506	12 522 205	3 686 251	13 374 135	43 767 096
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)	992 915	876 554	258 038	936 189	3 063 697
Total	15 177 421	13 398 759	3 944 289	14 310 324	46 830 793

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CLEAR	étude globale sur les moyens d'existence et la résilience
COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
MRI	<i>Medical Research Institute</i>
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUDD	Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance